

L'UEL a un plan compétitivité

L'Union des entreprises luxembourgeoises propose six moyens d'action pour améliorer la compétitivité du pays dès cette année.

À une semaine du débat consultatif sur la compétitivité du pays qui aura lieu à la Chambre des députés, l'Union des entreprises luxembourgeoises (UEL) a dévoilé un plan de réformes en six points qui se veut suffisamment ambitieux pour permettre au pays de renouer avec une croissance dynamique.

De notre journaliste
Delphine Dard

Selon l'UEL, il ne fait aucun doute qu'il y a urgence à réformer le pays pour remettre en marche le moteur de la compétitivité. Alors que le pays avait vu son PIB croître de 38% en cumulé entre 2000 et 2007, celui-ci a totalement stagné entre 2008 et 2012. Parallèlement, le chômage et le coût salarial unitaire ont explosé.

Dans le même temps, l'inflation a été galopante dans le pays.

«Si l'inflation avait été au même

niveau qu'en Allemagne, trois tranches indiciaires auraient pu être évitées», s'alarme l'UEL, qui pointe aussi du doigt le dérapage du déficit de l'administration centrale.

Ajoutez à cela une image du Luxembourg qui aurait été ternie dernièrement alors que les médias internationaux ont comparé le caractère démesuré du système financier de Chypre à celui du Grand-Duché, et vous obtenez, selon l'UEL, une situation intenable qu'il faut d'urgence inverser.

➤ Six moyens d'action

«Le pays ne peut pas se permettre un scénario de cinq années supplémentaires de stagnation économique et de déficits budgétaires», a clamé hier l'UEL, par la voix de son président, Michel Wurth.

Pour l'UEL, il est donc urgent de mettre en place des actions concrètes pour réformer l'économie luxembourgeoise dès cette année.

Le plan de l'organisation patronale se compose de six points pour agir:

1. **Rétablir les conditions de croissance.** En particulier, l'UEL mise sur la simplification administrative et attend «avec impatience» les conclusions de la cellule de simplification mise en place à cet effet.

2. **Renverser la compétitivité-coût.** Il s'agirait notamment pour l'organisation de procéder à une désindexation générale de l'économie, à savoir des contrats de service, des loyers et des salaires.

3. **Rétablir l'équilibre des finances publiques.** Pour l'UEL, cela est possible à un horizon de trois ans et

ce par une réduction des dépenses et non par une augmentation des recettes.

4. **Renverser la courbe du chômage.** Pour y parvenir, l'UEL propose de réduire le coût du travail pour les emplois moins qualifiés mais aussi d'améliorer la formation des jeunes.

5. **Engager une vraie réforme des pensions.** Il faudrait notamment définir un taux de remplacement durable qui ne heurte pas l'équité intergénérationnelle.

6. **Annoncer une initiative pour préparer l'avenir.** Il s'agit de se préoccuper des grands défis sociétaux du pays en intégrant mieux les étrangers via une modernisation de la démocratie, mais aussi de prévoir un véritable statut unique pour tous les salariés du privé et du public.